

**Assemblée générale**

Soixante-treizième session

Documents officiels

Distr. générale
11 décembre 2018
Français
Original : anglais

**Commission des questions politiques spéciales
et de la décolonisation (Quatrième Commission)****Compte rendu analytique de la 17^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le mardi 30 octobre 2018, à 10 heures

Président : M. Kemayah..... (Libéria)**Sommaire**

Point 56 de l'ordre du jour : Étude d'ensemble de toute la question des opérations
de maintien de la paix sous tous leurs aspects

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).



La séance est ouverte à 10 h 5.

Point 56 de l'ordre du jour : Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects

1. **M. Lacroix** (Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix) déclare que 2018 a été une année charnière pour l'Organisation et pour les opérations de maintien de la paix. L'Assemblée générale a en effet approuvé le programme de réformes du Secrétaire général, dont la mise en œuvre contribuera à créer un environnement propice au succès des opérations de maintien de la paix. La restructuration de l'Architecture de paix et de sécurité permettra de faire face aux crises en se fondant sur une analyse régionale plus intégrée et de formuler des réponses plus stratégiques, alliant la prévention et la gestion des conflits à la consolidation de la paix. La réforme du pilier Développement placera le développement durable au cœur des travaux de l'Organisation. Enfin, la modernisation des pratiques de gestion favorisera l'émergence d'une culture de l'initiative et de la responsabilité à tous les échelons.

2. Les difficultés rencontrées par le personnel du Secrétariat qui participe aux opérations de maintien de la paix, souvent dans des conditions difficiles, sont exacerbées par la nature changeante de conflits dans l'ensemble plus longs et multidimensionnels, et par les nouvelles formes de guerre engendrées par l'évolution des technologies et les groupes armés transnationaux. Une gouvernance faible et des réponses uniquement sécuritaires alimentent le cycle de la violence. En outre, servir sous le drapeau de l'ONU ne garantit plus la sécurité du personnel de maintien de la paix, comme en témoignent les récentes attaques meurtrières perpétrées contre la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA).

3. Face à ces problèmes majeurs, le Secrétaire général a lancé l'Action pour le maintien de la paix au début de l'année. Cette initiative vise, entre autres objectifs, à renforcer et à sécuriser les opérations de maintien de la paix, ainsi qu'à obtenir un appui supplémentaire aux fins de la recherche de solutions politiques et du déploiement de forces mieux équipées et mieux formées. Jusque-là, 150 pays ont signé la Déclaration d'engagements communs concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, ce qui atteste du très large appui politique en faveur de l'initiative et, plus généralement, en faveur du multilatéralisme et des activités de maintien de la paix des Nations Unies. Fondés sur des résolutions de l'ONU et sur le constat que les opérations de maintien de la paix supposent la participation d'un

large éventail de parties prenantes, les engagements énoncés dans la Déclaration sont respectifs et mutuels, et pris communément par le Secrétariat et les États Membres en leurs qualités diverses (pays hôtes, donateurs, fournisseurs de contingents ou de personnel de police, et membres du Conseil de sécurité). Le Secrétariat s'est déjà mis à la tâche, mais il est indispensable que les États Membres honorent leur part du contrat. C'est le moment ou jamais pour tous les organes de l'ONU associés au maintien de la paix de traduire la dynamique politique engendrée par l'Action pour le maintien de la paix en actions concrètes porteuses de changement.

4. Amplifier les effets politiques du maintien de la paix est l'un des grands axes de la Déclaration d'engagements communs. Des études indépendantes ont été menées par des organismes externes, qui ont examiné le mandat d'opérations aussi importantes que la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS), la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) et la MINUSMA afin d'établir si les stratégies adoptées et les ressources mises à disposition convenaient pour maintenir ou rétablir la paix. Comme on pouvait s'y attendre, il en ressort que s'il n'existe pas de recette miracle pour garantir le succès d'une opération de maintien de la paix, la volonté politique et la présence de personnel de maintien de la paix sont d'une importance capitale pour sortir de l'impasse et prévenir la violence ou y faire face.

5. À l'avenir, le Département continuera d'élaborer des plans d'action politique concertée adaptés à des environnements multidimensionnels, d'améliorer la collecte, la gestion et l'analyse de l'information dans le cadre du pilier Paix et sécurité réformé, et d'exploiter au maximum les possibilités offertes par celui-ci pour élaborer de nouvelles stratégies politiques régionales auxquelles viendront s'intégrer les opérations de maintien de la paix. Il s'agira de favoriser des transitions plus efficaces et de prendre en compte la question de la consolidation de la paix dans le cycle de vie des missions. Les opérations de maintien de la paix continuent de faire appel à de nouvelles stratégies pour que le Département puisse mieux honorer l'engagement qui est le sien d'offrir une protection sur mesure et adaptée au contexte, un impératif sur lequel l'Action pour le maintien de la paix met l'accent.

6. La nécessité d'un appui solide de la part des États Membres et d'une action concertée entre le Conseil de sécurité, les acteurs régionaux et le système des Nations Unies revient systématiquement dans les conclusions des études indépendantes. Le pays hôte joue un rôle primordial. Le Conseil de sécurité et l'Assemblée

générale devront prendre des décisions pour faire avancer les engagements souscrits dans le cadre de l'Action pour le maintien de la paix. Quant aux États Membres, ils sont tenus d'élaborer des mesures concrètes pour combler l'écart entre les mandats et les ressources, mettre leurs politiques en conformité avec les résolutions du Conseil de sécurité et favoriser des consultations triangulaires plus constructives.

7. Alors que le nombre de morts dans les missions de maintien de la paix a atteint son niveau le plus haut sur une génération, redoubler d'efforts pour garantir la sûreté et la sécurité du personnel de maintien de la paix est une priorité absolue et l'un des principaux facteurs à l'origine de l'Action pour le maintien de la paix. Dans le cadre du plan d'action qu'il met en œuvre pour accroître la sécurité du personnel de maintien de la paix, le Département s'emploie à renforcer sa capacité opérationnelle et le principe de responsabilité, à dispenser des formations mieux adaptées aux besoins et à veiller à ce que le personnel dispose du matériel nécessaire et reçoive les meilleurs soins possible, dans les meilleurs délais, en cas d'incident.

8. Le Bureau du partenariat stratégique pour le maintien de la paix et des bureaux du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions coordonnent la mise en œuvre du plan d'action au côté d'une équipe interdisciplinaire créée par le Département des opérations de maintien de la paix pour les appuyer dans cette tâche et basée au Siège. Les cinq missions de maintien de la paix qui enregistrent les taux de décès les plus élevés depuis 2013 ont également mis au point des plans d'action qui leur sont propres et créé des équipes d'appui à la mise en œuvre de ces plans pour que les mesures prises soient adaptées à la situation de chacune d'entre elles. Bien que les menaces contre le personnel de maintien de la paix persistent, l'action d'ensemble a porté ses premiers fruits, le nombre de décès ayant diminué de 43 % par rapport à l'année précédente.

9. Le Département s'emploie également à intensifier ses activités de formation et de renforcement des capacités avant le déploiement et dans les missions. À compter de janvier 2019, il travaillera en étroite collaboration avec le Département de l'appui opérationnel pour garantir une approche commune de la formation des agents en tenue et du personnel civil, et avec le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, nouvellement créé, pour mettre au point des formations aux fins de l'élimination de l'exploitation et des atteintes sexuelles. En outre, des initiatives de coopération triangulaire visant à accroître les capacités des pays fournisseurs de contingents et de forces de police sont menées dans le cadre des activités

de renforcement des moyens de maintien de la paix. Il faut toutefois plus que des formations et du matériel, aussi optimaux soient-ils, pour mener à bien des opérations dans des environnements dangereux. Le Département s'attache donc à renforcer la direction des missions et à définir un cadre aux fins de l'utilisation et de la gestion responsables du renseignement dans les opérations de maintien de la paix.

10. La responsabilisation reste au cœur des efforts déployés par le Département pour accroître l'efficacité des opérations de maintien de la paix. À cette fin, le Département s'emploie à améliorer la conduite des enquêtes sur les incidents et à prévenir le redéploiement de certaines unités tant qu'il n'a pas été confirmé qu'elles satisfont aux normes et conditions applicables. Le Département a intensifié ses activités d'évaluation de la performance, laquelle relève de la responsabilité de la mission dans son ensemble, afin d'être mieux à même de remédier aux lacunes et aux défaillances et de récompenser les bons résultats. Il continuera de mettre au point le dispositif de gestion de la performance intégré comme demandé par la Commission et le Conseil de sécurité, ainsi que le système complet d'évaluation de la performance, et d'apprécier la performance des agents en tenue à l'aide d'évaluations préalables au déploiement, d'évaluations intégrées et d'autres moyens. En outre, il sera remédié aux insuffisances en collaboration avec les pays fournisseurs de contingents et de forces de police, et les causes et circonstances des incidents majeurs seront clairement établies. Le Département mettra tout en œuvre pour faire respecter la politique de tolérance zéro du Secrétaire général à l'égard de l'exploitation et des atteintes sexuelles.

11. L'orateur remercie les États Membres des contributions volontaires qu'ils apportent aux activités de maintien de la paix et enjoint ceux d'entre eux qui sont dotés des capacités nécessaires pour dispenser des formations et mettre du matériel à la disposition des pays fournisseurs de contingents et de forces de police à intensifier les mesures prises pour répondre aux besoins actuels, notamment en faisant des contributions volontaires au plan de formation du Département. Les États Membres devraient signaler aux commandants des missions toute réserve ou toute modification concernant des réserves et communiquer des informations claires à ce sujet. Qui plus est, les États dotés de capacités militaires perfectionnées devraient fournir davantage de contingents et de forces de police aux opérations de maintien de la paix, lesquelles ont besoin de capacités essentielles, notamment d'hélicoptères, de forces de réaction rapide et de soutien sanitaire des forces. Les États Membres devraient également redoubler d'efforts

pour exercer leur autorité afin que tous les membres du personnel se rendant coupables d'actes criminels répondent de leurs actes, quelle que soit leur catégorie. Enfin, l'orateur encourage les États à évaluer par eux-mêmes l'efficacité des opérations de maintien de la paix des Nations Unies et à communiquer leurs conclusions au Département.

12. Également au cœur de la Déclaration d'engagements communs, les partenariats sont la pierre angulaire de toute opération de maintien de la paix réussie à l'heure où les conflits locaux prennent des dimensions régionales, voire mondiales. Le Secrétariat continuera de renforcer ses partenariats avec les principales organisations régionales, fondés sur les principes de complémentarité, d'avantages comparatifs, de partage des tâches et de responsabilité collective. Il a organisé des visites conjointes avec l'Union africaine dans les missions en République centrafricaine, au Soudan et au Soudan du Sud afin de coordonner l'action collective dans ces pays, et coopère avec l'organisation régionale pour renforcer les cadres réglementaires de celle-ci dans le domaine du droit international humanitaire et d'autres domaines prioritaires et faire reconnaître l'intérêt d'un financement durable, prévisible et souple des opérations de paix qu'elle dirige. Il s'attachera également à développer et à étendre la coopération triangulaire aux fins du renforcement des capacités des opérations de l'Union africaine et à approfondir les partenariats sur le terrain.

13. Dix-huit ans après l'adoption de la résolution [1325 \(2000\)](#) du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité, qui a marqué un tournant, il reste encore fort à faire pour renforcer le rôle des femmes dans la prévention et le règlement des conflits. Plus tôt dans le mois, le Secrétariat a entrepris une mission conjointe au Soudan du Sud avec l'Union africaine et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) afin de réitérer son appui à un processus de paix véritablement inclusif qui permettrait de tenir les engagements pris en faveur de la participation des femmes et de créer pour elles un environnement plus sûr. En 2018, le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions ont approuvé une nouvelle politique en faveur de l'égalité des sexes afin de traduire sur le plan opérationnel le mandat des opérations de maintien de la paix concernant les femmes et la paix et la sécurité.

14. Malgré les efforts déployés par le Département pour accorder aux femmes un rôle plus important dans le maintien de la paix, elles représentent actuellement à peine 21 % de l'ensemble du personnel civil et en tenue et 18 % des fonctionnaires du Bureau des affaires

militaires au Siège de l'Organisation. Le Secrétariat s'efforce donc d'accroître le nombre de femmes occupant des postes clefs. Les États Membres ont un rôle crucial à jouer à cet égard et devraient donner l'exemple en encourageant la participation des femmes aux opérations de maintien de la paix et leur présence à des postes de direction.

15. Bien que le système international et la nature des conflits aient radicalement changé depuis les débuts des opérations de maintien de la paix, 70 ans plus tôt, l'instrument unique qu'elles constituent continue de concourir à la paix et à la sécurité mondiales. Leur avenir dépend toutefois de l'action collective. La Déclaration d'engagements communs, qui bénéficie de l'appui politique de 150 États Membres, présente un projet clair de renforcement du maintien de la paix. L'orateur demande aux États qui ne l'ont pas encore fait de souscrire à la Déclaration et d'appuyer les mesures prises pour lui donner effet. Il se réjouit de coopérer avec les États Membres pour que les opérations de maintien de la paix des Nations Unies restent fidèles aux principes de l'Organisation et respectent les idéaux qui sont si chers aux États Membres et au Département.

16. **M. Khare** (Secrétaire général adjoint à l'appui aux missions) déclare que le Département de l'appui aux missions s'emploie à mettre en œuvre les engagements qu'il a pris dans le cadre de l'Action pour le maintien de la paix ainsi que le nouveau modèle de gestion proposé par le Secrétaire général, qui repose sur la simplification des cadres réglementaires, la décentralisation des pouvoirs décisionnels en faveur des lieux d'exécution et le renforcement du principe de responsabilité et de la transparence. La réorganisation des responsabilités et de l'affectation des ressources qui a lieu au Siège de l'Organisation, dans le cadre du passage du Département de la gestion et du Département de l'appui aux missions aux nouveaux Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Département de l'appui opérationnel, contribuera à mettre l'accent sur les résultats plutôt que sur les procédures, à éliminer les fonctions faisant double emploi, à établir une répartition plus claire des rôles et responsabilités et à garantir l'existence de contrôles et de contrepoids. Le nouveau Département de l'appui opérationnel aura pour vocation de renforcer les activités sur le terrain et d'améliorer la capacité de répondre aux attentes des pays fournisseurs de contingents et de forces de police en fournissant un large éventail de conseils et de services d'appui aux opérations à l'échelle du Secrétariat pour ce qui concerne la gestion de la chaîne d'approvisionnement, les questions relatives au personnel et la formation, les besoins en informatique et en communications et l'appui

au personnel en tenue, en sus de l'appui qu'il fournira aux départements du Siège. Son lancement, qui aura lieu en janvier 2019, est en cours de planification.

17. L'une des principales composantes du nouveau Département de l'appui opérationnel consiste en un « guichet unique », qui offrira aux pays fournisseurs de contingents et de forces de police un seul point de contact et permettra un traitement plus rapide de toutes les questions administratives et logistiques relatives à la constitution des forces, aux mémorandums d'accord, au matériel appartenant aux contingents et aux remboursements. La nouvelle Division de l'appui au personnel en tenue regroupera des capacités jusque-là réparties dans trois divisions pour améliorer la performance, les moyens et la sûreté et la sécurité du personnel de maintien de la paix. La nouvelle Division des activités spéciales se consacrera aux besoins particuliers des missions lors des phases de montée en puissance, de transition et de réduction des effectifs, et disposera de capacités d'analyse et de planification des opérations et des ressources. Le Service des partenariats d'appui fera office de point d'entrée pour les partenaires extérieurs.

18. La réorganisation au Siège et le regroupement des fonctions de logistique et d'achat en un seul département, dans le plein respect de l'intégrité de chacune d'entre elles, permettra d'améliorer l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement de bout en bout en éliminant les lenteurs administratives causées par l'intervention de plusieurs départements. Les liens étroits entre le Département et le nouveau Département des opérations de maintien de la paix garantiront une approche commune de la gestion du savoir, de l'orientation et de la formation de l'ensemble du personnel des opérations de paix, ce qui facilitera la mobilité entre les différentes fonctions et les différentes missions tout en préservant une doctrine et des normes communes. Enfin, les réformes lancées par le Secrétaire général renforceront les moyens d'action sur le terrain en permettant une meilleure uniformisation de la prise de décisions dans les domaines des ressources humaines, des finances, des achats et de la gestion du matériel, grâce à une délégation directe des pouvoirs aux chefs de mission. Le nouveau Département de l'appui opérationnel s'attachera à fournir l'assistance nécessaire aux opérations, en veillant par exemple à ce que les missions aient accès à des fichiers de candidats nombreux et d'origines géographiques diverses.

19. En réponse à la demande formulée par l'Assemblée générale dans ce sens, le Département de l'appui aux missions élabore actuellement un nouveau projet de dispositif de prestation de services centralisée qui sera soumis aux États Membres pour examen. Dans

l'intervalle, le Centre de services régional d'Entebbe et le Bureau d'appui commun de Koweït continueront d'assurer et d'améliorer les services de traitement administratif.

20. S'agissant de l'action entreprise par son Département pour mettre en œuvre la Déclaration d'engagements communs, l'orateur fait observer que l'un des grands axes de cet instrument concerne les effets du maintien de la paix sur la pérennisation de la paix et la situation des pays après le retrait des missions. En prévision du retrait de la Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti (MINUJUSTH), programmé en octobre 2019, le Département a aidé à la planification du transfert progressif des activités relatives aux programmes menées par la Mission à l'équipe de pays des Nations Unies, en veillant à ce qu'il soit procédé au transfert du contrôle des sites restants de façon responsable, dans le respect des normes environnementales. L'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD), qui devrait se terminer en juin 2020 si certains objectifs de référence sont atteints, est en phase de reconfiguration compte tenu de son nouveau mandat et prépare le transfert des installations des Nations Unies à l'équipe de pays ou au Gouvernement soudanais. En visite au Darfour, l'orateur a prié instamment le Gouvernement d'envisager la possibilité d'embaucher le personnel de la MINUAD recruté sur le plan national après le retrait de l'opération. Il est encourageant de constater que les gouvernements des pays hôtes se sont engagés à consolider et à pérenniser la paix et à coopérer avec les opérations des Nations Unies.

21. Le Département de l'appui aux missions demande aux États Membres d'appuyer ces transitions, notamment en aidant les équipes de pays des Nations Unies et en faisant en sorte que les missions disposent de ressources suffisantes aux fins d'une gestion responsable de l'environnement pendant leur phase de retrait. En République démocratique du Congo, le Département s'emploie à jeter les bases d'une paix durable, notamment au moyen d'un projet d'utilisation optimale des ressources et compétences de la Mission à l'appui des futures élections. En outre, le soutien logistique fourni par la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) a été un élément à part entière de la stratégie de lutte contre l'épidémie d'Ebola qui a touché le pays.

22. Comme souligné dans la Déclaration d'engagements communs, il faut exiger des membres du personnel de maintien de la paix, civils ou en tenue, en particulier des responsables, que leur performance soit efficace eu égard à des paramètres communs. Afin

d'honorer ses engagements à cet égard, le Département s'emploie notamment à évaluer les missions, à exploiter les données relatives à la performance et à améliorer la prise en charge médicale.

23. En Somalie, il faut saluer la conclusion d'un accord tripartite avec tous les pays fournisseurs de contingents et de forces de police. Le Département continue de coopérer avec ces derniers afin de multiplier les possibilités que les pays fournissent des moyens. L'examen stratégique du Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie qui s'est récemment achevé a révélé que pour que le Bureau puisse effectivement s'acquitter de ses fonctions d'appui, il faut une ambition commune partagée par l'Organisation, l'Union africaine et les autres parties prenantes, une connaissance plus précise des opérations de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) et une coordination plus étroite quant au principe de responsabilité et au respect du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

24. Les efforts visant à améliorer la prise en charge médicale d'urgence des membres du personnel de maintien de la paix souffrant d'une maladie ou d'une blessure graves se poursuivent. Pour faire en sorte que toutes les missions soient en mesure d'appliquer la règle du « 10-1-2 » (à savoir, l'intervention de secouristes qualifiés dans un délai de 10 minutes, la mise en place de conditionnement de survie dans un délai d'une heure et la prise en charge chirurgicale dans un délai de deux heures suivant l'incident), il leur a été demandé de réaliser des appréciations des risques pour la santé et des exercices de simulation d'évacuation sanitaire primaire seront organisés dans les missions à haut risque afin de détecter les lacunes et d'orienter la réaffectation des moyens médicaux.

25. Afin de mieux mesurer les progrès accomplis concernant l'amélioration de la performance, le Département a mis en place un nouveau cadre de gestion de la performance relatif à l'appui aux missions, qui s'articule autour de 12 indicateurs répartis en neuf domaines pour l'ensemble d'entre elles. Le Département assure également un suivi de ses résultats pour ce qui est des versements et des services aux États Membres. En 2017, il a versé 6,2 millions de dollars au titre des indemnités en cas de décès ou d'invalidité et progresse vers l'objectif qui consiste à traiter toutes les réclamations dans les meilleurs délais et en toute transparence. Les nouvelles dispositions relatives aux versements arrêtées par le dernier Groupe de travail sur le matériel appartenant aux contingents ont été mises en œuvre : les réclamations présentées au titre du matériel endommagé lors des hostilités ont été traitées, ou la somme correspondante versée, pour un montant total de

plus de 8 millions de dollars, et d'autres réclamations sont en cours de traitement, pour un montant total de 13 millions de dollars. En 2018-2019, des remboursements au titre des unités annoncées au niveau d'engagement Déploiement rapide du Système de préparation des moyens de maintien de la paix seront versés pour un montant total de 2,4 millions de dollars et des primes de risque ont été accordées aux contingents déployés à la MINUSMA et à la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL) entre 2014 et 2016, pour un montant total de 7,5 millions de dollars. Des critères stricts ont été définis pour garantir une conduite irréprochable des contingents qui reçoivent des primes de risque, lesquels sont déployés dans des conditions extrêmement difficiles.

26. À la demande de l'Union africaine, partenaire incontournable de l'Organisation, le Département a mis en œuvre un programme pilote de partenariat sur deux ans qui vise à renforcer la coopération dans le domaine de l'appui aux opérations de paix. Les échanges de personnel entre le Département et l'Union africaine et la participation de membres du personnel de l'Union africaine à des séances de formation organisées par l'ONU dans le domaine de la gestion et de l'appui ont été un tel succès qu'ils vont être systématisés. Constatant qu'il importe que l'Afrique dispose de capacités efficaces, l'orateur demande instamment aux États Membres d'étudier la possibilité d'adopter des mesures pour instaurer un mécanisme qui permettrait de financer en partie les opérations de soutien à la paix dirigées par l'Union africaine au moyen des contributions au budget de l'ONU.

27. Dans le cadre du projet de partenariat triangulaire, le Département a accompli des progrès notables pour ce qui est d'augmenter la participation des femmes aux opérations de maintien de la paix et de renforcer les capacités du personnel militaire de maintien de la paix dans les domaines du génie, des transmissions, des communications du commandement et du contrôle. Il s'emploie également à étendre le modèle de partenariat triangulaire à d'autres régions. L'avenir de ce projet repose dans une large mesure sur le soutien généreux que lui apporteront les États Membres sous diverses formes.

28. Dans la Déclaration d'engagements communs, la bonne conduite et la gestion saine de l'environnement sont érigées en domaines d'action prioritaire pour le Département, qui a terminé d'établir la première série de résultats de son tableau de bord environnemental dans le courant du mois. Ces scores figureront dans les rapports sur l'exécution du budget des missions établis dans l'année, ce qui permettra au Département de classer plus facilement les tâches à accomplir par ordre de priorité.

Les actions entreprises pour mieux évaluer les données et améliorer les procédures devraient permettre de constituer une base de référence plus solide avant juin 2020.

29. Bien que les scores sur le tableau de bord soient établis à partir des données communiquées par les missions concernant les risques, les résultats et les procédures, il est recommandé aux États Membres de ne pas s'en tenir aux chiffres et de s'intéresser aux exposés. Dès lors que le dispositif relatif à la gestion des eaux usées et à l'élimination finale des déchets mis en place par le Département fait apparaître un risque majeur, le système invalide le score global communiqué aux États Membres et déclenche un plan de réduction des risques approuvé par le Secrétaire général adjoint, ce qui se répercute tant sur les priorités immédiates que sur le cycle budgétaire suivant. L'orateur demande aux États Membres d'honorer l'engagement qu'ils ont pris de recourir à des solutions écologiquement responsables pour toutes les opérations et l'exécution des mandats.

30. Le Département continue de n'épargner aucun effort pour veiller à ce que la conduite des membres du personnel satisfasse aux règles de conduite les plus élevées, chaque cas d'exploitation et d'atteintes sexuelles battant en brèche les valeurs les plus nobles de l'Organisation. Le nombre de cas présumés d'exploitation et d'atteintes sexuelles a reculé par rapport à l'année précédente, tandis que le nombre d'allégations portant sur d'autres types de faute a légèrement augmenté. Le Département a renforcé ses activités de contrôle et amélioré ses procédures de signalement afin que les membres du personnel et les responsables répondent de leur conduite, conformément aux dispositions de la Déclaration d'engagements communs. En outre, il a lancé un ensemble d'outils de gestion des risques pour combattre l'exploitation et les atteintes sexuelles et les autres types de faute.

31. L'orateur exhorte les États Membres à signer le pacte facultatif sur la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles et sur les mesures à prendre pour y faire face, né de la volonté du Secrétaire général, et à redoubler d'efforts pour veiller à ce que le personnel satisfasse aux exigences requises pour servir sous le drapeau de l'ONU, encourager la bonne conduite et garantir le respect du principe de responsabilité. Une fois les structures de gestion du Secrétariat réformées, l'Organisation sera en mesure de s'acquitter pleinement de ses mandats de maintien de la paix, de faire respecter les règles de conduite et de discipline et de veiller à ce que les membres de son personnel soient dûment équipés et protégés. Cela ne sera toutefois possible que si les États Membres, partenaires incontournables dans le maintien de la paix, s'engagent à mettre en œuvre les

dispositions de la Déclaration d'engagements communs, à fournir des contingents mieux formés et du matériel et à mener à bien les réformes de l'Organisation.

32. **M. Hilale** (Maroc), s'exprimant au nom du Mouvement des pays non alignés, dit que ce dernier accueille avec satisfaction les réformes engagées par le Secrétaire général et appuie l'initiative Action pour le maintien de la paix et les autres mesures prises pour renforcer le maintien de la paix. Le Mouvement se félicite également de l'élaboration par le Secrétariat d'un dispositif de gestion de la performance intégré et souligne qu'il faudrait éviter toutes les restrictions étant donné leur incidence sur la performance. En outre, les disparités notamment pour ce qui est de la nature et de l'ampleur de la participation devraient être pris en compte afin d'assurer l'efficacité du dispositif de performance. Il faut également revoir le Système de préparation des moyens de maintien de la paix pour rendre le processus de sélection transparent et adapté à l'objectif visé. Concernant l'élaboration des politiques, seules les idées et les approches convenues au niveau intergouvernemental et adoptées collectivement par les États Membres devraient être mises en œuvre.

33. Le Mouvement des pays non alignés attend avec intérêt l'application dans leur intégralité des nouvelles méthodes de travail du Comité spécial des opérations de maintien de la paix, seule instance de l'Organisation des Nations Unies chargée d'examiner l'ensemble de la question des opérations de maintien de la paix sous tous ses aspects. À cet égard, le Mouvement des pays non alignés souhaite renouveler son appui à tous les efforts visant à assurer l'efficacité des opérations de maintien de la paix et réaffirme les positions présentées ci-après.

34. La mise en place d'opérations de maintien de la paix ou la prorogation de leur mandat doit se faire dans le strict respect des buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, ainsi que des principes fondamentaux que sont l'assentiment des parties, l'impartialité et le non-recours à la force sauf en cas de légitime défense ou pour la défense du mandat. Il convient également d'assurer le respect des principes d'égalité souveraine, d'indépendance politique et d'intégrité territoriale de tous les États et du principe de non-intervention dans les affaires intérieures d'autres États.

35. L'efficacité des activités de maintien de la paix des Nations Unies repose sur la formulation par le Conseil de sécurité de mandats clairs, ciblés et réalisables, assortis de ressources suffisantes, en consultation avec les pays fournisseurs de contingents et de forces de police et les pays hôtes. Le Mouvement des pays non alignés réaffirme qu'il faut faire en sorte que les

ressources soient mieux adaptées aux mandats pour faciliter les initiatives politiques menées sur le terrain et gérer les attentes de toutes les parties prenantes. En outre, les mandats ne devraient pas être modifiés sans que les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police et le personnel militaire présent sur place n'aient été consultés au préalable.

36. La sécurité du personnel des Nations Unies demeure un sujet de préoccupation pour les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police. Le Mouvement des pays non alignés attend avec intérêt des informations actualisées sur le plan d'action du Secrétaire général, dont la mise en œuvre a permis de réduire le nombre de morts cette année. Pour garantir la sûreté et la sécurité des soldats de la paix, il est essentiel qu'ils reçoivent une formation adéquate. Il incombe aux pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police de veiller à ce que ceux-ci soient formés avant leur déploiement, tandis qu'il appartient au Secrétariat de fournir les supports de formation. Le Mouvement prie donc le Secrétariat de mettre à jour régulièrement ses supports de formation, en tenant compte de l'évolution de la nature des conflits actuels et en premier lieu des besoins particuliers de chaque mission. Seuls des militaires de carrière devraient être déployés, et l'Organisation ne devrait pas consacrer des ressources déjà limitées à la formation militaire de base. La réussite des missions de maintien de la paix suppose également que les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police participent pleinement à l'élaboration des politiques et à la prise de décisions, et qu'une coopération triangulaire efficace entre ceux-ci, le Secrétariat et le Conseil de sécurité soit instaurée. Le Mouvement des pays non alignés est très favorable à ce que les modalités de cette coopération soient revues en profondeur, afin qu'elle soit davantage axée sur les résultats et qu'elle profite à tous. Il est prêt à participer de manière constructive aux travaux du groupe à composition non limitée créé à l'issue de la session précédente du Comité spécial des opérations de maintien de la paix ou à ceux de toute autre instance compétente.

37. Le Mouvement des pays non alignés condamne fermement tous les actes d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis par le personnel de maintien de la paix des Nations Unies, considère que ces actes représentent une trahison abjecte de l'obligation de protéger et réaffirme son appui à la politique de tolérance zéro du Secrétaire général. Lorsque de tels actes sont commis, il incombe aux États concernés de diriger les enquêtes et d'engager les poursuites mais la lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles est une responsabilité collective qui devrait être assumée par

toutes les parties prenantes. Le Mouvement se félicite que le nombre d'allégations d'exploitation et d'atteintes sexuelles visant des agents en tenue aient fortement diminué en 2017. Cependant, pour pouvoir répondre au nombre croissant d'allégations mettant en cause des membres du personnel civil, il faudrait que le principe de responsabilité soit appliqué de la même manière à l'ensemble du personnel. Le Mouvement réaffirme son appui à la résolution 72/304 de l'Assemblée générale sur la question.

38. Il convient de veiller à ce que les missions de maintien de la paix reçoivent tout le soutien nécessaire, notamment les ressources financières et humaines et les moyens militaires et civils dont elles ont besoin, afin de leur permettre d'atteindre leurs objectifs dans le plein respect des lois et réglementations du pays hôte. L'enquête la plus récente sur le coût des contingents n'a donné lieu qu'à une augmentation symbolique, signe qu'il faut revoir la méthode utilisée pour réaliser les enquêtes quadriennales sur les dépenses afférentes aux contingents. Il faut remédier au manque global de ressources dont souffrent les opérations de maintien de la paix ainsi qu'aux difficultés rencontrées pour fournir des contingents et du matériel aux fins d'opérations militaires.

39. Le renseignement peut concourir à la sûreté et à la sécurité des soldats de la paix et à la protection des civils ; le Secrétariat devrait continuer de se concerter avec les États Membres pour élaborer tous les documents, directives et politiques qui seront établis suite à la révision de la politique en matière de renseignement pour le maintien de la paix. Le Mouvement des pays non alignés constate que la police assume de plus en plus de responsabilités dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies et plaide en faveur d'une meilleure coordination avec les autres composantes des missions.

40. La Commission de consolidation de la paix, ses formations spécifiques par pays et le Fonds pour la consolidation de la paix contribuent à renforcer l'intégration entre le maintien de la paix et la consolidation de la paix, et veillent à ce que les efforts faits pour maintenir la paix s'accompagnent de programmes de relèvement économique et de renforcement des capacités dont les pays aient la maîtrise. À cet égard, le Mouvement des pays non alignés note que le Conseil de sécurité demande régulièrement à la Commission de consolidation de la paix de lui fournir des conseils stratégiques ciblés, notamment pour l'aider dans la perspective à plus long terme du rétablissement d'une paix durable, nécessaire lors de la création, de l'examen et du retrait progressif des opérations de maintien de la paix.

41. Les opérations de maintien de la paix ne devraient pas servir de solution de remplacement pour s'attaquer aux causes profondes des conflits, ni être considérées comme un moyen de gérer ces conflits. La gestion des conflits devrait plutôt reposer sur des outils politiques, sociaux et de développement qui permettent d'assurer une transition sans heurt vers une paix durable, la sécurité et le développement durable. En outre, les stratégies de désengagement devraient toujours être définies dans les premières phases de planification des missions et être réexaminées à intervalles réguliers.

42. Réaffirmant sa position concernant l'emploi de la force dans le cadre des opérations de maintien de la paix, le Mouvement des pays non alignés demande que les consultations avec les États Membres se poursuivent sur les moyens de protéger le personnel et les installations de maintien de la paix. Il incombe principalement aux pays hôtes d'assurer la protection des civils, mais lorsqu'elle fait partie de leur mandat les soldats de la paix devraient appuyer l'action engagée en ce sens par les autorités nationales ; la protection des civils ne devrait pas être le seul motif d'une intervention militaire des Nations Unies dans un conflit.

43. Le Mouvement des pays non alignés est entièrement acquis au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Ses membres représentent la plupart, sinon la totalité, des principaux pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police et ils mettent régulièrement des experts civils à la disposition des missions de maintien de la paix. Le Mouvement des pays non alignés rend hommage aux femmes et aux hommes des Nations Unies qui ont fait le sacrifice de leur vie au service de la paix et de la sécurité.

44. **M. Escalante Hasbún** (El Salvador), intervenant au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), dit que les travaux de l'ONU dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité internationales ont été très efficaces pour aider les pays à avancer sur le chemin difficile de la paix, d'où l'importance de renforcer les capacités opérationnelles de l'Organisation, d'améliorer sa structure et de doter les opérations de maintien de la paix de moyens suffisants. L'orateur rend hommage à l'ensemble des membres du personnel de maintien de la paix pour les contributions qu'ils ont apportées et les sacrifices qu'ils ont faits au service de la paix.

45. La CELAC prend note des réformes du pilier Paix et sécurité proposées par le Secrétaire général et ne doute pas que grâce à elles, et en consultation avec les États Membres, ce dernier pourra améliorer la mise en œuvre des résolutions de l'Assemblée générale sans toutefois modifier les mandats, les fonctions ou les

sources de financement. La CELAC prend également note de l'initiative du Secrétaire général intitulée « Action pour le maintien de la paix », qui vise à insuffler un nouveau souffle à l'engagement politique en faveur des opérations de maintien de la paix des Nations Unies. À cet égard, elle réaffirme que le Comité spécial des opérations de maintien de la paix est le seul organe intergouvernemental en mesure d'examiner tous les aspects de la question du maintien de la paix et souligne que toutes les opérations doivent respecter les buts et principes de la Charte des Nations Unies et les principes fondamentaux du maintien de la paix. Pour être vraiment efficaces, les opérations de maintien de la paix doivent être dotées de moyens humains, financiers et logistiques suffisants, pouvoir compter sur un appui politique et reposer sur des mandats viables et clairement définis, en particulier lors du passage de la phase du maintien de la paix à celle de la consolidation de la paix. La CELAC se félicite de la contribution de ces opérations à la stratégie intégrée pour la consolidation de la paix.

46. L'extrême fragilité de la situation politique et des conditions de sécurité dans les zones où les opérations de maintien de la paix des Nations Unies sont déployées est profondément préoccupante. Les nouvelles formes de violences et l'instabilité croissante des environnements opérationnels ont entraîné une augmentation importante du nombre de victimes. Pour instaurer une paix durable, ces opérations doivent s'accompagner de processus de paix soigneusement préparés, associant toutes les parties et menés avec le consentement et l'appui de ces dernières. Il est également essentiel de disposer de stratégies de sortie clairement définies. Le moment de la transition doit être choisi en tenant compte du fait que les opérations de maintien de la paix servent à établir un cadre de sécurité temporaire permettant au pays hôte de parvenir à un développement économique et social durable.

47. La CELAC réaffirme sa volonté d'aider Haïti à progresser sur la voie de la stabilité, de la paix et du développement durable, avec l'appui de la MINUJUSTH et la pleine participation du Gouvernement et du peuple haïtiens, dans le respect entier de la souveraineté, de l'indépendance, de l'intégrité territoriale et de l'unité du pays, et en étroite collaboration avec les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police. La CELAC apprécie à sa juste valeur le travail acharné et le dévouement du personnel de la MINUSTAH et des contingents et forces de police d'autres pays, qui ont accompli une mission d'appui indispensable en Haïti ces 14 dernières années.

48. On ne peut parvenir au développement durable sans paix, ni à la paix sans développement durable. Il convient de renforcer la coordination entre les

opérations de maintien de la paix des Nations Unies, le dispositif de consolidation de la paix (en particulier la Commission de consolidation de la paix) et les fonds, programmes et institutions spécialisées du système des Nations Unies. Les activités de développement, en particulier les premiers efforts de consolidation de la paix, sont essentielles au succès des missions car elles renforcent l'engagement de ces dernières auprès des populations locales et jouent un rôle décisif dans la prévention des conflits et l'instauration d'une paix durable, comme l'a souligné l'Assemblée générale dans sa résolution 70/262.

49. Les femmes et les jeunes jouent un rôle fondamental dans la prévention et le règlement des conflits. Ils doivent être encouragés à participer pleinement et utilement à tous les niveaux de prise de décisions concernant le maintien et la promotion d'une paix durable. Les missions de maintien de la paix devraient recourir de plus en plus souvent aux services de conseillères et conseillers pour les questions de genre. La CELAC souligne qu'elle souscrit aux recommandations que le Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix a formulées sur la concrétisation des priorités concernant la question des femmes et de la paix et de la sécurité et celle des jeunes et de la paix et de la sécurité.

50. La responsabilité de protéger les civils incombe essentiellement aux pays hôtes et la nécessité légitime d'assurer cette protection ne doit jamais être utilisée pour déroger au principe de souveraineté des États. Tous les acteurs concernés par l'établissement et l'exécution des mandats de protection des civils doivent s'accorder sur ces mandats et sur les règles d'engagement. Les politiques et directives du Secrétariat doivent faire l'objet de consultations avec les États Membres au niveau intergouvernemental et n'être appliquées qu'après avoir été approuvées par le Comité spécial des opérations de maintien de la paix. La CELAC est préoccupée par le fait que, dans le cadre de différentes missions, certaines politiques aient été mises en œuvre sans avoir été approuvées par le Comité spécial.

51. Préoccupée par l'augmentation du nombre de dénonciations de cas d'exploitation et d'atteintes sexuelles, la CELAC demeure fermement attachée à la politique de tolérance zéro de l'Organisation. Des enquêtes doivent être menées rapidement pour trouver les responsables et ceux-ci devront rendre des comptes dans le cadre d'une procédure régulière et conformément aux mémorandums d'accord pertinents signés avec l'ONU. L'orateur félicite l'Organisation qui a adopté des mesures pour prévenir de tels comportements, dispense des formations sur le sujet et

offre une assistance aux victimes. Les progrès réalisés dans ce domaine devraient être évalués.

52. La CELAC souligne qu'il importe de tenir des consultations avec les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police et appelle une nouvelle fois le Conseil de sécurité à veiller à ce que leurs avis et préoccupations soient bien pris en compte. Leurs points de vue sont particulièrement utiles lorsqu'il s'agit de formuler des politiques et de prendre des décisions ainsi que lors des phases de déploiement et de transition ou du renouvellement des mandats des opérations de maintien de la paix ou lorsque d'autres changements importants se produisent.

53. Les remboursements dus aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police devraient être effectués de manière rapide et efficace. Les principes de répartition géographique équitable et de représentation équilibrée des genres doivent être respectés pour tous les effectifs, au Siège comme sur le terrain, en particulier pour ce qui est des experts et des postes de rang supérieur.

54. **M. Rattray** (Jamaïque), s'exprimant au nom de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), déclare que celle-ci approuve les mesures prises par le Secrétaire général pour réformer le dispositif de paix et de sécurité de l'Organisation et se félicite de son engagement à rendre celle-ci plus cohérente, plus efficace et mieux à même de remplir ses objectifs et de s'acquitter de sa mission. Dans le même esprit, la CARICOM salue l'initiative du Secrétaire général intitulée « Action pour le maintien de la paix » et réaffirme que le Comité spécial des opérations de maintien de la paix est l'organe intergouvernemental chargé d'examiner la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects.

55. La CARICOM est favorable à la prorogation du mandat de la MINUJUSTH jusqu'en avril 2019 et prend note des efforts faits par l'Organisation et le Gouvernement haïtien pour formuler une stratégie de sortie qui permette d'accompagner le passage, à partir d'octobre 2019, à une présence des Nations Unies autre qu'une opération de maintien de la paix en Haïti. La stratégie de la MINUJUSTH consiste à créer une dynamique et à susciter l'adhésion politique des parties prenantes du pays en faveur d'une action concrète et assortie d'échéances précises ; la CARICOM prend note à cet égard des 11 objectifs et des 46 indicateurs présentés par le Secrétaire général dans son dernier rapport en date sur la MINUJUSTH. Il sera essentiel d'atteindre les cibles établies aux dates prévues pour consolider les progrès accomplis en matière de stabilité et asseoir la stabilité politique, la sécurité et le

développement à long terme du pays sur des bases solides.

56. La communauté internationale doit rester un partenaire actif du Gouvernement et du peuple haïtiens afin de renforcer les progrès réalisés et d'instaurer un environnement propice à une paix, à une stabilité et à un développement durables. L'orateur félicite les États Membres qui ont apporté leur aide à Haïti tout au long de la période de transition, notamment pour leur appui à la nouvelle stratégie de lutte contre le choléra en Haïti proposée par le Secrétaire général et pour leurs contributions au Fonds d'affectation spéciale pluripartenaire des Nations Unies pour la lutte contre le choléra en Haïti. Toutefois, la CARICOM constate avec préoccupation que les contributions actuelles au Fonds d'affectation sont cruellement insuffisantes et demande que la communauté internationale apporte un financement prévisible afin que les victimes du choléra et leur famille soient justement indemnisées.

57. Le débat sur le maintien de la paix vient compléter l'examen décennal du dispositif de consolidation de la paix. La CARICOM insiste sur l'importance de la coordination entre les opérations de maintien de la paix et les entités des Nations Unies chargées de la consolidation de la paix, en particulier les fonds et programmes des Nations Unies, qui doivent agir en étroite collaboration avec les autorités nationales. Au niveau international, l'adhésion collective aux objectifs de développement durable, en particulier à l'objectif 16, a renforcé la synergie naturelle existant entre la paix, la sécurité et le développement.

58. La CARICOM continue d'appuyer la participation active des femmes à la prévention et au règlement des conflits, au maintien et à la consolidation de la paix et à la promotion de la paix et de la sécurité internationales, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité. Elle attend avec intérêt que le Département des opérations de maintien de la paix et celui de l'appui aux missions achèvent de mettre en œuvre la Stratégie prospective pour les sexes et les encourage à faire le nécessaire pour accroître le nombre de femmes en poste dans les missions. Pour que les femmes puissent participer de manière utile au maintien de la paix, il faut qu'elles aient leur place à la table des négociations, que leurs intérêts et leur vécu soient pleinement pris en compte dans les processus de paix et qu'elles soient prises en considération sur un pied d'égalité avec les hommes dans les activités de relèvement à l'issue des conflits.

59. La CARICOM appuie l'application de la politique de tolérance zéro pour tous les manquements du personnel de maintien de la paix, notamment pour les actes d'exploitation et d'atteintes sexuelles. Les droits

et la dignité des victimes devraient être au cœur de l'action menée pour mettre fin à l'impunité en facilitant les signalements, en améliorant la transparence et en renforçant l'application du principe de responsabilité. La CARICOM est également favorable au renforcement de la collaboration avec la société civile et avec les principaux acteurs nationaux et internationaux afin de veiller à ce que le personnel des Nations Unies respecte les normes de conduite les plus élevées.

60. Pour parvenir au niveau de collaboration et d'efficacité attendu dans le cadre des missions de maintien de la paix des Nations Unies, il faut que les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police participent pleinement à l'élaboration des politiques. Une coopération triangulaire cohérente, transparente et efficace entre le Conseil de sécurité, le Secrétariat et ces pays est également nécessaire pour relever les défis liés au maintien de la paix. Les demandes d'indemnisation présentées par les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police et les remboursements qui leur sont dus doivent être traités sans délai et de manière efficace afin d'inciter ces pays à participer durablement et de différentes manières au maintien de la paix.

61. Les soldats du maintien de la paix doivent être vigilants, capables d'anticiper et bien équipés pour être en mesure de s'adapter aux situations de plus en plus dangereuses dans lesquelles ils exercent leur métier. À cet égard, les avancées techniques sont les bienvenues, y compris les programmes complémentaires de formation en ligne accessibles à tout le personnel des missions. La CARICOM se félicite également du programme d'instruction et d'entraînement préalables au déploiement mis au point par le Département des opérations de maintien de la paix et dispensé par l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR).

62. La CARICOM rend hommage à tous ceux qui ont servi ou servent dans des opérations de maintien de la paix et met en particulier à l'honneur celles et ceux qui ont donné leur vie pour le maintien de la paix et de la sécurité. Elle réaffirme son appui aux initiatives de l'Organisation visant à renforcer ses capacités et à assurer la sûreté et la sécurité de son personnel dans toutes les missions de maintien de la paix des Nations Unies. Elle entend s'engager de manière constructive et globale dans les activités de maintien de la paix des Nations Unies et continuera de participer activement à la recherche de solutions couvrant tous les aspects du maintien de la paix.

63. **M. Djani** (Indonésie), prenant la parole au nom de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est

(ASEAN), dit que le dispositif de maintien de la paix des Nations Unies est un outil efficace pour pérenniser la paix et la sécurité internationales partout dans le monde, mais qu'il est possible de l'améliorer pour l'adapter à l'objectif dans lequel il a été mis en place. Des recommandations de réforme ont été formulées à plusieurs occasions par le passé, mais l'engagement et la volonté politique ont fait défaut. C'est pourquoi l'ASEAN salue l'initiative « Action pour le maintien de la paix » du Secrétaire général, qui constitue une occasion unique de renouveler les engagements politiques pris en faveur des opérations de paix des Nations Unies. Les États membres de l'ASEAN ont été parmi les premiers de la région de l'Asie du Sud-Est à souscrire à la Déclaration d'engagements communs concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, et l'ASEAN espère que de nouvelles parties adhéreront à l'initiative du Secrétaire général dans l'avenir.

64. Les réformes du maintien de la paix doivent permettre d'améliorer la performance, de renforcer les capacités et d'accroître l'efficacité de la prise de décisions sur le terrain ; d'amplifier l'impact politique du maintien de la paix ; de renforcer la protection assurée par les opérations de paix, notamment en favorisant la participation effective des soldates de la paix ; de garantir la sûreté et la sécurité des opérations de paix ; de renforcer les effets des opérations de paix sur la pérennisation de la paix ; de consolider les partenariats existants ; d'améliorer les compétences et la conduite des casques bleus. Pour garantir le succès des missions, il faut veiller à les doter des ressources correspondant à leurs mandats respectifs. En outre, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour traduire ces engagements en actes concrets.

65. La collaboration entre l'ASEAN et l'ONU dans le domaine du maintien de la paix a été consolidée, notamment grâce aux centres nationaux de liaison des États membres de l'ASEAN et au Réseau des centres de l'ASEAN pour la consolidation de la paix. L'ASEAN appuie les initiatives novatrices mises en place par le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions en vue de constituer les forces et de nouer des partenariats, et certains de ses États membres s'emploient à déployer des contingents de spécialistes en s'inspirant du nouveau modèle de constitution des forces. L'ASEAN continuera de promouvoir l'échange de données d'expérience et de connaissances en interne et avec ses partenaires et reste déterminée à renforcer l'action menée par ses soldats de la paix et à améliorer la qualité de leurs compétences.

66. S'exprimant en qualité de représentant de son pays, M. Djani dit que les mandats des opérations de maintien de la paix doivent être clairs, ciblés, progressifs, hiérarchisés, réalistes, réalisables et accompagnés des ressources requises. Il convient en outre de déployer les moyens nécessaires pour que les casques bleus puissent se protéger et protéger les populations locales, et ils doivent également être mieux entraînés, préparés et équipés, notamment grâce aux partenariats triangulaires et aux déploiements conjoints. Les opérations de maintien de la paix des Nations Unies bénéficieront de l'engagement pris par le Secrétaire général d'établir un dispositif intégré de gestion de la performance fondé sur des paramètres communs et des normes claires pour tous les acteurs. L'orateur conclut en déclarant que l'Indonésie continuera de contribuer au renforcement du dispositif de maintien de la paix des Nations Unies.

67. **M. Arbeiter** (Canada), s'exprimant également au nom de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, dit que les délégations du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande appuient les réformes entreprises par le Secrétaire général, souscrivent à l'initiative « Action pour le maintien de la paix » et attendent avec intérêt l'occasion de collaborer avec d'autres parties en vue de la mise en œuvre de la Déclaration d'engagements communs. Les opérations de maintien de la paix promeuvent les solutions politiques et la protection des civils, en particulier des femmes et des enfants, ce qui en fait le meilleur moyen d'aider les personnes touchées par les conflits ; les États Membres ont donc le devoir de collaborer davantage avec tous les partenaires des opérations de paix.

68. En novembre 2017, le Canada a accueilli à Vancouver la réunion ministérielle sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, où les Principes de Vancouver sur le maintien de la paix et la prévention du recrutement et de l'utilisation d'enfants soldats ont été adoptés. Il a aussi annoncé le lancement de l'Initiative Elsie sur la participation des femmes dans les opérations de paix visant à élargir la participation véritable des femmes aux opérations de paix des Nations Unies, dont l'appui des États Membres et la mise en œuvre de ces initiatives accroîtront l'efficacité.

69. Les États doivent œuvrer de concert pour protéger les personnes en danger et rendre le maintien de la paix plus efficace au 21^e siècle. Il faudrait que les nouvelles technologies et les méthodes modernes contribuent à l'accroissement de l'efficacité opérationnelle ainsi que de la sûreté et de la sécurité du personnel des opérations de paix. À cette fin, la Nouvelle-Zélande a accueilli en octobre 2018 la Conférence de l'Association internationale des centres de formation au maintien de la paix consacrée aux activités novatrices de

renforcement des capacités visant à accroître l'efficacité des opérations de paix. Le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande appuient également le cadre général relatif au renseignement dans les opérations de maintien de la paix, qui repose sur une approche cohérente et fondée sur des principes, et encouragent le Secrétariat à l'appliquer intégralement en toute priorité.

70. Compte tenu des besoins croissants en matière de financement et de moyens, il faut trouver des solutions novatrices pour équiper convenablement les opérations de maintien de la paix des Nations Unies. À cette fin, le mécanisme de coordination souple prévu dans la Déclaration d'engagements communs doit être mis en œuvre intégralement et rapidement. La MINUSMA a démontré l'efficacité de la mise en commun des ressources et des capacités essentielles dans le contexte du maintien de la paix, et cela devrait servir d'exemple pour la planification des activités futures.

71. Les délégations du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande appuient résolument tous les efforts visant à instaurer une solide culture d'évaluation des performances et de responsabilisation dans les opérations de paix des Nations Unies afin d'améliorer la sûreté et la sécurité des civils comme des soldats de la paix. Elles saluent également l'adoption de la résolution [2436 \(2018\)](#) du Conseil de sécurité et du cadre général intégré de mesure de la performance du Secrétariat aux fins de l'exécution des mandats, portant création de normes de performance claires applicables à l'ensemble du personnel de maintien de la paix. Les contingents et la police doivent non seulement être bien formés et équipés, mais aussi avoir la volonté et les moyens d'exécuter leur mandat lorsqu'ils sont déployés sur le terrain. En outre, les mandats doivent être clairs, hiérarchisés, réalisables et assortis de ressources suffisantes, et les missions doivent planifier des stratégies de sortie précises, notamment en suivant les recommandations formulées par le Secrétaire général dans son rapport de 2018 sur la consolidation et la pérennisation de la paix ([A/72/707-S/2018/43](#)).

72. Les opérations de maintien de la paix auxquelles participent des femmes et dans lesquelles est intégrée une démarche soucieuse d'égalité entre les sexes ont de meilleures chances d'aboutir, et instaurent une paix qui est plus susceptible de durer. Les femmes casques bleus peuvent en apprendre davantage sur les menaces et la dynamique des conflits du fait qu'elles entretiennent des liens différents avec les populations locales et peuvent se rendre sur des lieux où les femmes se retrouvent. Le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande collaborent avec des partenaires du système des Nations Unies et de la société civile pour favoriser la participation effective des femmes en uniforme aux opérations de paix. Ils

appuient la mise en œuvre des résolutions [1325 \(2000\)](#) et [2242 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité, qui énoncent des objectifs précis relatifs à la participation des femmes.

73. Pour que les opérations de paix des Nations Unies conservent leur crédibilité, il faut s'attaquer au fléau de l'exploitation et des atteintes sexuelles. Il ne s'agit pas seulement de déontologie et de discipline, mais aussi de performance et d'efficacité opérationnelle. Les cas d'exploitation et d'atteintes sexuelles sapent la crédibilité de ces opérations en brisant la confiance entre les missions et les communautés qu'elles servent.

74. Les délégations du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande sont fières d'être membres du cercle de dirigeantes et de dirigeants unis dans la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles dans les opérations des Nations Unies et l'action menée pour y faire face, qui a été établi par le Secrétaire général, et préconisent fermement la mise en œuvre intégrale de la stratégie axée sur les victimes énoncée dans le rapport de 2017 du Secrétaire général sur les dispositions spéciales visant à prévenir l'exploitation et les atteintes sexuelles ([A/71/818](#)). L'action menée pour mettre en œuvre cette stratégie doit s'étendre à l'ensemble du système des Nations Unies, car l'exploitation et les atteintes sexuelles ne se limitent pas au contexte du maintien de la paix, et les victimes doivent être traitées avec dignité et bénéficier d'un accès à la justice et à la restitution.

75. **M. Skinner-Klée Arenales** (Guatemala) dit que le renforcement des capacités stratégiques et opérationnelles est un moyen essentiel de faciliter l'exercice du rôle crucial des opérations de maintien de la paix et de promouvoir la paix internationale et l'architecture de sécurité nécessaires au règlement des conflits, à l'adaptation à de nouvelles situations et à l'amélioration de l'efficacité dans la quête d'une paix durable conforme aux besoins des pays hôtes. Le succès des missions dépend de la participation de tous les acteurs concernés, dont l'engagement collectif doit être renouvelé. À cet égard, la délégation guatémaltèque se félicite de l'initiative « Action pour le maintien de la paix » lancée par le Secrétaire général.

76. Les opérations de maintien de la paix contribuent à l'élaboration de stratégies de maintien de la paix intégrées. Le succès d'une opération exige celui de toutes les composantes d'une opération de maintien de la paix, dont la consolidation de la paix, les droits de l'homme, le désarmement, la démobilisation et la réintégration. L'autonomisation des femmes est également importante au regard de la prévention et du règlement des conflits et joue un rôle essentiel dans le maintien et la pérennisation de la paix.

77. Le Guatemala est favorable au renforcement de la coopération triangulaire entre les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police, le Conseil de sécurité et le Secrétariat, qui permet d'établir des mandats viables, clairs et précis tout en répondant aux attentes des différentes parties prenantes dans le respect des principes du maintien de la paix.

78. En tant que pays fournisseur de contingents et de personnel de police offrant un haut niveau de performance, le Gouvernement guatémaltèque comprend qu'il faut veiller à ce que le personnel civil et militaire déployé sur le terrain ait le plus haut niveau de préparation et de compétences, ainsi que la volonté de concourir au maintien de la paix. Les soldats de la paix devraient suivre des formations avant leur déploiement et une fois sur le terrain, et disposer des ressources humaines et financières nécessaires à l'exécution de leur mandat. La délégation guatémaltèque demande également que soient améliorées la protection et la sécurité du personnel des opérations de maintien de la paix.

79. Les gardiens de la paix, qu'il s'agisse de personnel civil ou militaire, ne doivent jamais devenir une menace pour la population en se comportant de manière contraire au code de conduite. Le Gouvernement guatémaltèque est vivement préoccupé par la persistance d'actes odieux d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis dans le cadre d'opérations de maintien paix, qui portent préjudice à la réputation du personnel des Nations Unies et de l'Organisation toute entière. Ces actes doivent faire l'objet d'enquêtes et de sanctions, avec les mêmes conséquences pour le personnel civil et le personnel militaire.

80. Les missions de maintien de la paix ne constituent pas un instrument approprié pour lutter contre le terrorisme. Les opérations dites « robustes » qui impliquent des tâches liées à la lutte contre le terrorisme, créent une distorsion de la fonction de maintien de la paix, les opérations n'étant ni conçues, ni équipées pour imposer des solutions politiques par l'intermédiaire du recours à la force.

81. Les restrictions nuisent à l'exécution des mandats et à la performance des contingents. Elles imposent en outre des limites à l'action menée par les responsables de la mission, en particulier le commandant de la force.

82. **M. Dabouis** (Observateur de l'Union européenne), prenant également la parole au nom des pays candidats (Albanie, ex-République yougoslave de Macédoine, Monténégro, Serbie et Turquie), de la Bosnie-Herzégovine (pays du processus de stabilisation et d'association) ainsi que de la Géorgie, de la République de Moldova et de l'Ukraine, déclare que l'Union européenne appuie résolument les initiatives du

Secrétaire général tendant à rendre les opérations de maintien de la paix des Nations Unies plus efficaces sur le terrain, en particulier l'initiative « Action pour le maintien de la paix ». Ces opérations doivent privilégier davantage la performance et la responsabilisation ; l'amélioration de la sûreté et de la sécurité des casques bleus ; la concrétisation des priorités adoptées en ce qui concerne les femmes et la paix et la sécurité ; la contribution accrue à la pérennisation de la paix ; l'instauration de partenariats plus solides ; l'amélioration de la conduite des opérations et du personnel de maintien de la paix ; et le renforcement de la protection des civils, particulièrement des femmes, des enfants et des autres groupes vulnérables. Les opérations de maintien de la paix doivent par ailleurs être déployées à l'appui de la recherche de solutions politiques, jamais comme substitut, et être dotées des ressources nécessaires à la pleine exécution de leur mandat. Toutes les parties prenantes doivent jouer leur rôle dans le cadre d'un engagement collectif renouvelé visant à mettre en œuvre les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

83. L'Union européenne souligne qu'il est primordial de trouver des solutions politiques aux conflits et de donner la priorité à la prévention, en tirant pleinement parti des bons offices du Secrétaire général, en procédant au déploiement rapide des missions politiques spéciales et en recourant aux instruments bilatéraux et régionaux de consolidation de la paix et de médiation à la diplomatie publique, et ce de la manière la plus économique possible. La pérennisation de la paix doit être en permanence à l'ordre du jour, et il convient d'intégrer la consolidation de la paix dans les activités de maintien de la paix pour gérer plus efficacement les transitions.

84. L'Union européenne se félicite de l'importance que le Secrétaire général accorde à la meilleure application du principe de responsabilité et de l'action qu'il mène pour renforcer la capacité du système de prendre des mesures rapides et résolues pour réagir face aux cas d'exploitation et d'atteintes sexuelles. Elle souscrit à l'application d'une politique de tolérance zéro à tout le personnel civil et militaire et aux effectifs de police des opérations de paix des Nations Unies et des autres opérations internationales.

85. Les membres de l'Union européenne partagent le même engagement sans précédent envers leur partenariat stratégique avec l'ONU dans les domaines du maintien de la paix et de la gestion des crises et ont décidé de renforcer cette coopération dans huit domaines prioritaires en 2019-2021. Pour cela, l'Union européenne prévoit notamment d'élargir la coopération aux fins d'une meilleure application du programme pour les femmes et la paix et la sécurité ; de resserrer la

coopération sur le terrain grâce au partage réciproque des moyens et en veillant à la cohérence et à la continuité des opérations, des étapes initiales de la planification jusqu'à la phase de transition et à la sortie ; d'agir dans l'optique de la prévention des conflits dans tous les domaines prioritaires ; et de nouer des partenariats entre ses États membres et les pays partenaires, notamment dans les domaines de la formation et du renforcement des capacités. L'Union européenne compte également élargir son partenariat avec l'ONU afin de collaborer de plus en plus de manière trilatérale avec, par exemple, l'Union africaine, chaque fois que cela s'avère pertinent et utile. La coopération de la communauté internationale est en outre essentielle au regard des activités de stabilisation et de reconstruction à l'issue de la crise initiale.

86. La protection des civils et la prévention des atrocités doivent être le dénominateur commun des mandats de toutes les opérations de maintien de la paix. La tenue d'évaluations régulières de l'incidence des missions sur le plan politique, de leur efficacité en matière de protection, de leur capacité d'exécuter le mandat de protection et de l'appui politique et pratique supplémentaire dont elles auraient besoin constitue une avancée positive.

87. L'Union européenne attache une grande importance aux mandats se rapportant à la protection de l'enfance et aux violences sexuelles liées aux conflits, et demande instamment à l'ONU de veiller à ce que les missions soient en mesure de protéger efficacement les femmes et les enfants lors d'un conflit armé. Compte tenu de la nécessité d'accroître la participation effective des femmes aux opérations de maintien de la paix de l'ONU, à tous les niveaux et dans tous les domaines d'expertise, l'Union européenne est prête à œuvrer avec le Secrétaire général à l'élaboration d'une stratégie révisée visant à doubler, au cours des cinq prochaines années, le nombre de femmes dans les contingents militaires et les effectifs de police, et soutient le financement adéquat des composantes relatives au genre et l'ajout d'objectifs s'y rapportant dans tous les contrats de mission des hauts fonctionnaires au Siège de l'Organisation et sur le terrain, pour assurer l'efficacité des opérations de maintien de la paix et faire en sorte qu'il soit tenu compte des questions de genre.

88. La prise en main des mandats au niveau local est importante pour ce qui est d'assurer la protection des civils, et des stratégies et orientations destinées à approfondir le dialogue avec les populations locales doivent être mises en place à l'échelle des missions. La corruption étant un facteur de conflit et d'instabilité, il est crucial de renforcer les capacités de la police, de la justice et des établissements correctionnels afin de

préserver l'état de droit et de mettre en place les conditions préalables nécessaires à l'instauration d'une paix durable. Les opérations de soutien à la paix doivent également être dotées de mandats précis, cohérents et réalisables qui soient axés sur les droits fondamentaux. Les dispositions relatives à la transition et les stratégies de sortie doivent être étudiées très tôt et inclure des éléments permettant d'évaluer l'efficacité globale des missions lors de leur achèvement.

89. Pour que les opérations de paix soient couronnées de succès, les États doivent faire concorder leur volonté politique et leurs capacités opérationnelles et trouver comment faciliter la constitution des forces, en particulier en termes de moyens essentiels et de capacités facilitatrices. La réunion ministérielle tenue en 2018 à Vancouver a permis de mettre en lumière la manière dont la constitution et la planification stratégiques des forces peuvent, à terme, contribuer à l'amélioration des résultats. L'initiative du Secrétaire général qui consiste à exiger une certification attestant d'une formation adéquate est un pas dans la bonne direction. Le personnel des missions doit être formé et équipé conformément aux normes consolidées, en particulier dans les environnements complexes, et la coopération avec les acteurs régionaux pourrait être renforcée. D'une manière générale, il faut aller de l'avant en se dotant d'un cadre de gestion des capacités et de mesure de la performance plus complet et en renforçant les capacités sur le terrain. Les activités de l'ONU devraient être davantage axées sur le terrain et sur l'être humain, ce qui ne peut être possible sans réformes administratives et institutionnelles et sans une évolution de la mentalité. Parallèlement, la réduction de l'empreinte écologique globale des opérations de maintien de la paix nécessite une utilisation des ressources qui soient efficace et responsable.

90. L'on ne saurait trop souligner combien il importe de disposer d'un appui opérationnel et logistique efficace. Cet appui doit être adéquat et répondre aux besoins spécifiques. Étant donné la nature complexe et dangereuse des contextes opérationnels, la collecte d'informations et le renseignement sont des activités essentielles à l'exécution du mandat et à la protection du personnel des missions. Il faut encourager l'utilisation de technologies modernes dans le cadre du maintien de la paix et déployer des efforts supplémentaires pour assurer la sécurité des soldats de la paix.

91. L'Union européenne reste un partenaire clef pour l'ONU, mais déploie également ses propres missions dans le cadre de sa politique de sécurité et de défense commune. Le rôle des organisations régionales dans le cadre des interventions dirigées par les Nations Unies doit être mieux défini afin de faciliter un déploiement

rapide en complément des opérations des Nations Unies ou pour combler des déficits de capacités. De plus, l'Union européenne appuie pleinement l'Union africaine dans l'élaboration de ses propres initiatives de paix, lesquelles contribuent de plus en plus à faire régner la paix et la sécurité sur le continent.

92. **M. Favre** (Suisse), se félicitant de la réforme du pilier Paix et sécurité approuvée à la fin de 2017, et des initiatives organisationnelles lancées au début de 2018, évoque trois points essentiels que le Comité spécial des opérations de maintien de la paix devra aborder dans le contexte du nouveau pilier susmentionné.

93. Premièrement, la prévention des conflits doit être une priorité à l'échelle du système des Nations Unies et les opérations de maintien de la paix jouent un rôle clef à cet égard. Adopter une approche globale et inclusive de la prévention des conflits est le meilleur moyen de réduire la violence, d'éviter la reprise des hostilités, de renforcer la résilience des communautés et de favoriser une pérennisation de la paix. Les questions de paix et de sécurité doivent faire l'objet d'une réflexion holistique qui prenne en compte le développement durable et des droits de l'homme.

94. Deuxièmement, la Suisse exprime son soutien déterminé aux efforts du Secrétaire général en vue de venir à bout du fléau de l'exploitation et des atteintes sexuelles perpétrées par des membres du personnel civil, policier et militaire des Nations Unies. Il est inacceptable que des victimes de conflit subissent des violences de la part de ceux qui ont pour mission de les protéger. De tels actes minent la crédibilité et la réputation de toute l'Organisation et compromettent la mission de l'ensemble du personnel onusien sur le terrain. La Suisse salue la volonté du Secrétaire général de se concentrer sur la prévention, et la protection et l'aide aux victimes. Elle contribue à son Fonds d'affectation spéciale en faveur des victimes et soutient pleinement la politique de tolérance zéro des Nations Unies. La lutte contre la violence sexuelle et sexiste est une priorité de la politique étrangère de la Suisse.

95. Troisièmement, l'impact des opérations de maintien de la paix sur la pérennisation de la paix doit être renforcé. Il y a lieu de tenir compte, lors des prochaines discussions du Comité spécial et des autres forums, du rôle particulier de la Commission de consolidation de la paix, et notamment de ses configurations propres à un pays. La Suisse est intéressée par le point de vue des États Membres en ce qui concerne un renforcement de la coordination et de la coopération entre le Conseil de sécurité et la Commission de consolidation de la paix dans l'exécution des mandats des opérations de maintien de la paix.

96. **M. Nayan** (Philippines), se réjouissant du lancement de l'Action pour le maintien de la paix et de la vaste adhésion à la Déclaration d'engagements communs qui lui est associée, affirme que son Gouvernement est déterminé à contribuer davantage aux opérations de maintien de la paix de l'ONU et à mettre en œuvre les recommandations du Comité spécial. En tout état de cause, il participe activement aux activités régionales de maintien de la paix par l'intermédiaire de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, de son réseau de centres de maintien de la paix et de son groupe de travail d'experts sur les opérations de maintien de la paix.

97. Comme en témoignent les principaux éléments de l'Action pour le maintien de la paix, le Conseil de sécurité, dans sa résolution [2282 \(2016\)](#), et l'Assemblée générale, dans ses résolutions [70/262](#) et [72/199](#) sur l'examen du dispositif de consolidation de la paix de l'Organisation, ont insisté sur l'importance de concevoir des stratégies de consolidation de la paix à long terme, dotées de financements adéquats. Lorsqu'il s'agit d'évaluer l'efficacité des opérations de maintien de la paix, le mandat de protection des civils doit être un critère déterminant, la protection de l'enfance et la lutte contre les violences sexuelles en étant des éléments fondamentaux. La formation préalable au déploiement doit tendre à résoudre les problèmes qui se posent à chaque pays et à définir clairement les responsabilités et les possibilités qui en découlent ainsi que les difficultés susceptibles d'être rencontrées sur le terrain. L'une des grandes priorités des autorités philippines est d'assurer la sécurité du personnel de maintien de la paix. Il convient de recourir au plan d'action du Secrétariat pour la mise en œuvre des recommandations figurant dans le rapport sur l'amélioration de la sécurité du personnel de maintien de la paix de l'ONU, afin de combler les lacunes stratégiques, fondamentales et systémiques des opérations de maintien de la paix. Il importe également de disposer de règles d'engagement actualisées qui cadrent avec les réalités du terrain.

98. Les Philippines sont favorables à l'apprentissage mutuel entre pays fournisseurs de contingents, en vue de renforcer la résilience des opérations de maintien de la paix, le dialogue constructif sur les défis du maintien de la paix et la constitution de partenariats stratégiques. L'ONU doit continuer de coopérer avec les organisations régionales en matière d'analyse, de planification et d'échange d'informations. Il y a lieu d'investir davantage dans les solutions politiques locales aux conflits, que l'ONU doit appuyer, et non supplanter. C'est à la population de définir les conditions de la paix et les moyens d'y parvenir.

99. **M. Nurakkate** (Thaïlande) déclare qu'en tant que fournisseur de contingents, son pays soutient tous les efforts visant à améliorer la conduite des opérations de maintien de la paix, si indispensables pour assurer la paix et la stabilité. Toutes les parties prenantes doivent envisager collectivement le moyen le plus approprié de mettre en œuvre la Déclaration d'engagements communs.

100. L'application des réformes structurelles doit refléter le caractère transversal des travaux de l'ONU et garantir la bonne intégration des activités au titre du pilier Paix et sécurité, de même que leur efficacité sur les plans politique et opérationnel. Il convient également de mener ces réformes en appréhendant de manière globale toutes les dimensions du processus de paix, qui vont de la prévention des conflits à la pose des fondements d'une paix pérenne. L'efficacité des opérations de maintien de la paix résulte d'une planification minutieuse, de ressources adéquates, d'un matériel approprié et d'un personnel compétent. Il y a lieu de définir des mandats réalisables et souples, et de synchroniser les objectifs à court et à long terme. Il faut instaurer un cadre général intégré de mesure de la performance, tel que préconisé dans le rapport du Comité spécial (A/72/19). Il importe aussi d'envisager des mesures d'incitation positives plutôt que négatives, permettant aux membres du personnel de rester en poste plus longtemps et d'enrichir leurs compétences et leur expérience en continu.

101. Chaque mandat devrait être fonction des ressources disponibles. À cet égard, tous les États Membres doivent s'acquitter de leurs obligations financières envers l'ONU dans leur intégralité, en temps voulu et sans condition. Il est vital de préserver les principes qui sous-tendent le financement des opérations de maintien de la paix, de manière à garantir la prévisibilité financière de l'ensemble du système. Tous les aspects, qu'il s'agisse de la formation, de la sécurité, des indemnisations ou des mesures incitatives, doivent être traités et financés de manière globale et systématique.

102. Élément crucial du processus de paix, le développement durable doit être pris en compte dans le cadre des opérations de maintien de la paix. L'apport d'une réponse précoce aux besoins de développement permettrait d'assurer une transition sans heurt et de réduire considérablement les dépenses opérationnelles. Il convient de collaborer avec les organismes de développement dans le respect des mandats existants, ainsi que des principes de l'appropriation des programmes par les pays et de la responsabilité des États, afin que la paix et le développement durable puissent solidement s'ancrer.

103. Les femmes sont des agents de changement efficaces, en particulier dans le domaine de la consolidation de la paix et du règlement durable des conflits. Il y a donc lieu de continuer à encourager leur participation à des opérations de maintien de la paix. À l'heure actuelle, plus de 20 % du personnel thaïlandais des opérations de maintien de la paix de l'ONU sont des femmes. Il faut supprimer les obstacles au déploiement de soldates de la paix qualifiées, sans pour autant revoir les normes à la baisse. À cette fin, toutes les parties intéressées devraient réexaminer les prescriptions en vigueur.

104. En matière de maintien de la paix, la Thaïlande adopte une démarche alliant sécurité, droits de la personne et développement, et s'engage à faire en sorte que son personnel soit formé et équipé pour faire face aux problèmes sur le terrain et pour aider les populations locales. Aussi l'ensemble du personnel reçoit-il une formation qui couvre la protection des civils, la protection de l'enfance et la lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits.

105. **M^{me} Jáquez Huacuja** (Mexique) dit que si l'ONU s'est adaptée à l'évolution des défis en matière de paix et de développement, des problèmes liés à un manque d'efficacité, à une mauvaise affectation des ressources et à des résultats insatisfaisants subsistent. La délégation mexicaine se félicite donc de la restructuration du pilier Paix et sécurité et de la mise en œuvre de réformes de la gestion, dont elle espère qu'elles permettront de définir clairement les responsabilités des membres du personnel et des nouveaux départements, d'éviter les doubles emplois et le gaspillage des ressources, de favoriser la transparence et l'efficacité, et d'améliorer les résultats. Il faut que le Secrétariat communique aux États Membres des informations complètes et précises sur les résultats obtenus et les ajustements nécessaires.

106. Les opérations de maintien de la paix nécessitent un engagement et une responsabilité partagés de la part de tous les acteurs concernés, dont le Conseil de sécurité, le Secrétariat, les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police, les donateurs, les organisations régionales et les pays hôtes. La légitimité de l'ONU dépend de la bonne exécution des tâches qui lui ont été confiées, à savoir sauver des vies, prévenir des atrocités de masse et jeter les fondements de la stabilité et d'une paix durable. La complexité croissante des conditions de maintien de la paix oblige les États à trouver des solutions multidimensionnelles qui tiennent compte des questions liées à la politique, à la sécurité et au développement. Les opérations de maintien de la paix doivent être dotées de mandats, d'objectifs et de structures de commandement clairement définis, ainsi que de ressources adéquates déterminées sur la base

d'une évaluation réaliste de la situation. L'incorporation précoce de la consolidation de la paix dans les mandats, en particulier pendant les phases de transition et de retrait, permettra d'établir les bases d'une paix durable.

107. Le Mexique se félicite de l'Action pour le maintien de la paix et souscrit à la Déclaration d'engagements communs dans le cadre d'une démarche collective en faveur d'une paix durable, assortie d'attentes réalistes. Sachant qu'il est essentiel de renforcer la sécurité du personnel de maintien de la paix, la délégation mexicaine s'associe à l'appel que le Comité spécial a lancé au Secrétariat afin que ce dernier formule des recommandations pratiques, applicables, réalistes et efficaces pour réduire le nombre de morts et de blessés procédant d'actes de violence dans les missions. Il importe également d'intégrer une démarche antisexiste pour que davantage de femmes participent aux opérations de maintien de la paix et accèdent aux postes de direction.

108. En 2018, le Mexique a renforcé sa coopération avec l'ONU pour ce qui est de la composante Police des opérations, ainsi que sa participation aux opérations menées au Sahara occidental et en République centrafricaine. S'il respecte déjà le quota de 15 % de personnel féminin requis pour les pays fournissant des contingents ou des effectifs de police, il est déterminé à accroître ce pourcentage. Il a également mis sur pied un centre de formation pour les opérations de maintien de la paix afin de proposer une formation au personnel d'autres pays.

109. **M. Amayo** (Kenya), rappelant l'engagement de longue date de son pays en faveur des opérations de maintien de la paix de l'ONU, juge que des changements considérables sont intervenus dans ce domaine, donnant lieu à des difficultés nouvelles qui n'avaient encore jamais été envisagées. Par ailleurs, des lacunes sur les plan politique et institutionnel nuisent à l'efficacité des opérations de maintien de la paix dont la réussite dépend de trois facteurs : la capacité du personnel d'appréhender son environnement, la nature des mandats et la disponibilité des ressources. La conclusion de partenariats stratégiques avec les mécanismes régionaux de sécurité permettrait d'obtenir de précieuses informations sur les causes profondes des conflits et sur la manière de concevoir une solution optimale, et ainsi d'éviter les mesures contre-productives.

110. Les partenariats entre l'ONU et l'Union africaine sont essentiels et ont notamment permis d'instaurer une paix et une sécurité relatives en Somalie. Les conditions de sécurité dans ce pays, en particulier la menace terroriste des Chabab, restent néanmoins un sujet de grave préoccupation. La délégation kényane se félicite

de la prorogation du mandat de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM), mais appelle à la prudence dans le cadre de la reconfiguration proposée. Contrairement à la croyance populaire, les Chabab sont encore capables de lancer des attaques terroristes de grande envergure. Toute décision devrait être prise au regard des conditions de sécurité sur le terrain et des moyens d'action des institutions chargées de la sécurité locale. Le Conseil de sécurité devrait envisager d'utiliser les contributions mises en recouvrement pour garantir la prévisibilité et la viabilité du financement, repenser la stratégie de retrait qui est en cours d'exécution et élaborer des mandats clairs, réalisables et adaptés au contexte qui laisseraient la latitude nécessaire dans l'accomplissement des tâches.

111. La délégation kényane accueille avec satisfaction la résolution [2406 \(2018\)](#) du Conseil de sécurité sur le Soudan du Sud ainsi que la signature de l'accord de paix entre le Gouvernement provisoire d'union nationale et les groupes rebelles, mais s'inquiète des lacunes structurelles persistantes qui nuisent au bon fonctionnement de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS). Il convient d'en réexaminer le mandat général en vue de créer les conditions d'une participation inclusive au processus de paix, améliorer l'efficacité des forces régionales et permettre au gouvernement hôte d'exercer sa souveraineté. Il est un besoin de nouer un partenariat fructueux avec l'Union africaine, l'Autorité intergouvernementale pour le développement et le gouvernement hôte, sans imposer de sanctions inutiles aux pays.

112. Au niveau national, le Kenya continue d'organiser une formation sur les compétences en génie dans le cadre d'un projet de partenariat triangulaire et a mis en place un centre de formation du personnel de maintien de la paix qui jouit d'une renommée internationale. Il reste résolu à collaborer avec l'ONU et d'autres États Membres afin de renforcer les opérations de maintien de la paix.

113. **M^{me} Goolab** (Afrique du Sud) estime que les missions de maintien de la paix doivent s'accompagner d'un processus politique de règlement des conflits afin de créer des conditions propices à une paix durable. À cet égard, son gouvernement appuie la démarche du Secrétaire général qui consiste à donner la priorité à la prévention par le dialogue et à accroître l'efficacité des opérations de maintien de la paix pour améliorer la cohérence des activités du pilier Paix et sécurité.

114. La délégation sud-africaine se félicite de l'Action pour le maintien de la paix et de la Déclaration d'engagements communs, auxquelles toutes les parties prenantes devraient souscrire afin de veiller à ce que les

opérations de maintien de la paix disposent des moyens nécessaires pour affronter les difficultés qui se présentent à elles. Des mandats réalistes, adaptés et souples permettraient d'assurer l'efficacité des opérations de maintien de la paix, ainsi qu'une paix et une stabilité durables. La mesure des résultats doit tenir compte de la situation sur le terrain, conformément aux mandats et aux attentes des missions. À cet égard, la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo a enregistré des résultats louables. Par ailleurs, la délégation sud-africaine accueille avec satisfaction les résolutions 2320 (2016) et 2378 (2017) du Conseil de sécurité, et rappelle l'utilité de mécanismes de financement durables, prévisibles et souples pour les opérations de maintien de la paix. Elle félicite également l'Union africaine d'avoir mis au point des cadres en matière de droits de la personne, de conduite et de discipline, qui devraient permettre d'intensifier sa coopération avec l'ONU.

115. Les contingents de police jouent un rôle important dans les missions de maintien de la paix. La police des Nations Unies pourrait grandement contribuer à l'objectif de pérennisation de la paix et offrir un meilleur appui aux envoyés et représentants spéciaux du Secrétaire général lors de la négociation des accords de paix. Le Sommet des chefs de police des Nations Unies est une instance utile pour débattre des problèmes rencontrés par les policiers au titre des missions de paix et des moyens d'améliorer les activités de maintien de l'ordre. La Division de la police doit continuer de dialoguer avec les pays fournisseurs de personnel de police, notamment au sujet de la formation et de la relève des policiers en vue de l'exécution efficace des mandats.

116. Il est essentiel que des femmes participent aux missions de maintien de la paix, notamment parce que les intervenantes de la composante Police et de la composante militaire renforcent les relations au sein des communautés et donnent aux victimes la confiance nécessaire pour signaler des crimes, y compris des violences domestiques et sexuelles, fréquentes dans les situations de conflit. L'Afrique du Sud continuera d'œuvrer pour accroître le nombre de femmes déployées dans les missions de maintien de la paix, conformément aux résolutions 2242 (2015) et 2382 (2017) du Conseil de sécurité. Les autorités sud-africaines sont aussi pleinement attachées à la politique de tolérance zéro concernant l'exploitation sexuelle dans les opérations de maintien de la paix, et ont pris des mesures résolues et immédiates contre les personnes reconnues coupables de telles violations.

117. **M. Bayyapu** (Inde) dit que sa délégation accueille avec satisfaction l'Action pour le maintien de la paix lancée par le Secrétaire général et espère que les réformes amélioreront l'efficacité et l'efficience des opérations de maintien de la paix de l'ONU, ainsi que les moyens logistiques du personnel sur le terrain. Une réforme des missions de maintien de la paix ne peut être fructueuse que si toutes les parties prenantes jouent leur rôle respectif ; les engagements communs doivent donc se traduire en actes.

118. La délégation indienne se félicite de la mise sur pied du dispositif de gestion de la performance intégré. Il y a lieu de supprimer les réserves, car elles ont une incidence directe sur les résultats et entravent l'exécution des mandats. En outre, ces réserves s'opposent au principe fondamental d'égalité, car il est impossible d'évaluer équitablement le travail des membres du personnel de maintien de la paix qui œuvrent à différents niveaux. Afin de préserver la crédibilité des opérations de maintien de la paix, leur personnel doit être doté de ressources suffisantes pour s'acquitter de ses tâches. L'Inde demeure fermement déterminée à contribuer aux activités de maintien de la paix de l'ONU et à partager son expérience avec d'autres pays fournisseurs de contingents. Il convient de favoriser la création de partenariats de codéploiement.

119. L'Inde appuie résolument la politique de tolérance zéro destinée à lutter contre l'exploitation et les atteintes sexuelles, a signé le pacte facultatif sur la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles et sur les mesures à prendre pour y faire face, et a également été le premier pays à contribuer au Fonds au profit des victimes du Secrétaire général. La délégation indienne souscrit à la déclaration faite par le cercle de dirigeantes et de dirigeants unis dans la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles dans les opérations des Nations Unies et l'action menée pour y faire face, réaffirmant son attachement constant à lutter contre ce problème. Elle a également versé une contribution de 300 000 dollars à la filière du programme de commandement du maintien de la paix.

120. L'Inde a atteint l'objectif de 15 % d'observatrices militaires affectées à des opérations de maintien de la paix l'année précédente et a déployé la première unité de police entièrement féminine au Libéria. Le Secrétariat devrait faire le point sur les engagements des États Membres en ce qui concerne le déploiement de soldates de la paix et étudier les moyens d'incorporer ce personnel en priorité. Il faut encourager les soldates de la paix à participer davantage aux missions.

121. Si la pratique consistant à hiérarchiser les mandats des missions de maintien de la paix est établie, il n'en

faudrait pas moins examiner les moyens de garantir que des ressources suffisantes sont disponibles pour exécuter ces mandats. Dans ses rapports pertinents, le Secrétaire général devrait tenir compte du point de vue des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police sur la réalisation des mandats. L'Inde se réjouit de l'attention particulière qu'il accorde à la question de l'amélioration de la sûreté et de la sécurité du personnel de maintien de la paix. Il convient de consacrer des ressources propres à la lutte contre les engins explosifs improvisés dans le cadre de missions qui font face à de telles menaces et de fournir des efforts concertés pour moderniser l'infrastructure de sécurité des camps. Il incombe au Secrétariat de veiller à ce que les contingents bénéficient d'une formation de base, et que le respect de ces normes minimales soit confirmé lors des visites d'évaluation et de consultation et des visites d'inspection avant déploiement.

122. Les opérations de maintien de la paix doivent axer leur action sur l'appui à un processus viable en vue du règlement politique des conflits ; à cet égard, toutes les parties prenantes ont la responsabilité collective de s'assurer que les activités de maintien de la paix cadrent avec les besoins du moment.

La séance est levée à 13 heures.